



**Réseau pour la Réforme du Secteur de Sécurité et de Justice,
« RRSSJ »**

ASBL de droit congolais, doté de la Personnalité Juridique aux termes de l'Arrêté Ministériel
n°767/CAB/MIN/J&DH/2012 du 18 avril 2012

BUREAU DE COORDINATION PROVINCIALE DU BANDUNDU

Tél. : 0998584088 – 0810204379

E-mails: bandundu@rrsj-rdc.org/aimeesperance_matungulu@yahoo.fr

Site web: <http://www.rrsj-rdc.org>

Projet d' :

« Appui de la Société Civile à la vulgarisation, au suivi de la mise en œuvre de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba et de la Résolution 2098 et au plaidoyer pour la réforme de l'Armée en République démocratique du Congo »

**RAPPORT MENSUEL PROVINCIAL DU BANDUNDU
NOVEMBRE 2014**

I. CONTEXTE ET SITUATION SECURITAIRE DU MOIS

1.1 Analyse de la situation sécuritaire de Bandundu

La situation sécuritaire de ce mois de novembre 2014 connaît cas même une amélioration par rapport à celle du mois d'Octobre, elle maquée par la persistance des cas d'insécurité créés par des bandits en arme opérant pendant les heures tardives dans la nuit dans des milieux reculés. Cette fois la population est contente du travail abattu par la Police à travers la province qui maîtrise les bandits qui semaient des troubles . Plus de 300 maisons et édifices publics ont été détruits » par des pluies diluviennes dans la ville d'INONGO district de MAYINDOMBE, une catastrophe qui s'ajoute à celles déplorées dans d'autres coins de la province, notamment à Kikwit et à Mushie. Devant cette situation, le gouvernement provincial réunit en conseil a décidé de manifester sa solidarité envers les sinistrés en dépêchant dans chaque site une délégation ministérielle pour les premiers secours.

- **Les cas d'insécurité :**

- La promesse faite par le Commissaire aux OSC le mois passé concernant les enquêtes pour démanteler les bandits ont été faites et ce réseau qui semait la terreur dans la ville de Kikwit, Bandundu et dans le KWANGO.
- Les TETELA vivant dans la Ville de Kikwit ont été agressés par les jeunes de KIKWIT après le verdict de l'audience publique condamnant le commanditer du réseau de bandits à mains armées de Kikwit. Après ce jugement la police a arrêté un autre groupe avec des armes de guerres dans le sac en provenance de Kinshasa pour Kikwit par le Bus de la société WWW.DL.COM . Cette société a été attaquée par la population pour avoir transporté le Monsieur qui détenait un sac d'armes en plus par un autre Tetela encore par coïncidence. Cette attaque a fait objet de plusieurs casses et blessés graves devant l'Agence WWW.DL.COM à KIKWIT avant de piller les biens de tous les Tetela.

II. ETAT D'AVANCEMENT DE LA REFORME DU SECTEUR DE SECURITE EN PROVINCE

2.1. *Actions menées par les acteurs étatiques [Assemblée Provinciale, Autorité civile locale, Commandement de la PNC et des FARDC...]*

Réforme du secteur de sécurité :

- ❖ **Police**

Arrestation tour à tour de Cinq suspects dont les identités n'ont pas été déclinées pour des raisons d'enquête ont été arrêtés, dans la ville de Bandundu par la police sur l'ordre du parquet de grande instance ,en rapport avec le cambriolage perpétré à la mi-septembre 2014 par des bandits armés, des fonds salariaux de 48 millions des francs congolais destinés à la paie du mois d'aout des enseignants de la sous-division de l'EPSP de Manzasay.

Un avocat, présumé auteur intellectuel de ce crime et membre de l'association de ces bandits opérant à mains armées, est recherché par la police, avant de révéler que des matériels militaires ont été trouvés pendant la perquisition de la maison d'un des suspects arrêtés.

❖ Armée

Avec la nouvelle mise en place des Entités militaires, dans la province du Bandundu aucune initiative entreprise avec les Forces Armées de la République démocratique du Congo, au mois de Novembre 2014.

Mise en œuvre de l'Accord-cadre et de la Résolution 2098 :

Une émission a été animée à la radio SARAH par les Journalistes de cette chaîne, après un entretien avec le RRSSJ-Bandundu qui a mis à leur disposition les deux rapports de suivi sur la mise en œuvre de l'Accord-cadre.

Vulgarisation de l'Accord-cadre au profit des 10 jeunes membres du Parlement des Jeunes de Bandundu. Ces jeunes sont membres du Comité dirigeant de ce groupe qui souhaitent continuer la vulgarisation de l'Accord-cadre au sein des instituts supérieurs et université de la ville de Bandundu.

Autres

Les recommandations formulées lors des actions de contrôle parlementaire sont à la base de démolition des constructions anarchiques dans la ville de Bandundu. Dans ce cadre que le Maire de la Ville de Bandundu, a donné, les couts d'envoi, de démolition et des travaux d'aménagement des avenues et des Rues à travers la Ville de Bandundu. Ces travaux résultent de la mise en application de l'une des recommandations formulées par une des plénières de l'Assemblée provinciale, à l'occasion de la clôture de la question d'actualité avec débat adressée à la Ministre Provinciale en charge des Affaires Foncières, des suites des irrégularités constatés dans la gestion des lotissements dans la Province du Bandundu.

2.2. Actions menées par les acteurs non étatiques :

- ❖ Visite de la délégation de 3 structures CDH, COFERD et CAFEN, tous membres du RRSSJ, au Commissariat Provincial de la PNC. Le motif de cette visite était d'échanger avec le Commissaire Provincial sur la situation du Centre de santé de la Police, suite aux différentes doléances de la population sur les conditions d'hospitalisation de ce dernier qui ne tient pas compte de sexe et d'âge.

III. PREOCCUPATIONS MAJEURES DE LA BASE ET RESULTATS OBTENUS AU COURS DU MOIS

3.1. Préoccupations majeures recueillies auprès des communautés de base

- Evasion, le 07 novembre, des pensionnaires de la Prison urbaine de Kikwit dont des criminels et autres voleurs à mains armées ;
- Recrudescence de la délinquance à Kikwit et ses environs immédiats...

3.2. Résultats obtenus au cours du mois :

- La réussite de l'action de plaidoyer menée par les Organisations féminines pour la participation de femmes aux postes de commandement, dans la province du Bandundu. Contentes de voir que leur action n'était pas tombée dans les oreilles des sourds ainsi actuellement il y a 3 Femmes sur 10 Ministres provinciaux que compte le Gouvernement Provincial, donc 30% de représentation de femme.

IV. ENJEUX, DEFIS ET RECOMMANDATIONS

4.1. Les enjeux

4.2. Les défis

4.3. Recommandations -majeures

Société Civile :

- ⇒ Faire un plaidoyer auprès du Gouvernement Provincial pour son appui au fonctionnement du centre hospitalier du commissariat provincial de la PNC ;
- ⇒ Mener le plaidoyer auprès de la REGIDESO pour l'addiction d'eau dans les installations du Centre hospitalier de la PNC ;
- ⇒ Mobiliser les fonds auprès des partenaires pour continuer les travaux de réhabilitation et construction que le Commissaire Provincial a déjà démarré, sur fonds propres du Commissariat Provincial...

Autorités politico administratives locales :

- ⇒ Encourager les initiatives du Commissaire Provincial pour rendre viable leur centre de chirurgie ;
- ⇒ Appuyer les actions de lutte contre les violences sexuelles et le VIH/SIDA au sein du secteur de sécurité.

Fait à Bandundu, le 25 Novembre 2014

Coordination Provinciale du RRSSJ BANDUNDU